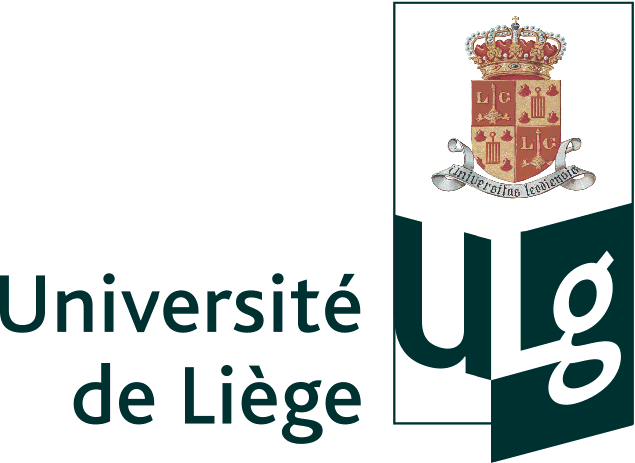
****

Les certificats médicaux de complaisance

# Définitions

*« Certifier pour un médecin, c'est attester d'un fait médical ou de son absence dans le but d'amener une preuve[[1]](#footnote-1)*. » Le certificat médical consiste donc en un « *document écrit, rédigé par un médecin, après examen d'une personne, destiné à constater ou interpréter des faits d'ordre médical la concernant, et lui remis à l'intention d'un tiers[[2]](#footnote-2). »*

Dans cette optique, un certificat médical de complaisance est un *« certificat délivré par pure complaisance de son auteur, alors qu'il n'est nullement tenu de le délivrer, en vue de solliciter la bienveillance du destinataire[[3]](#footnote-3)».*

# Etat des lieux

Le monde de la médecine générale manque cruellement d’information quant aux réglementations régissant l’utilisation des certificats médicaux et ce, notamment dans le domaine scolaire étant donné le caractère changeant de sa législation. Il en va de même quant aux connaissances concernant les risques encourus par les médecins s’adonnant à ce genre de pratique ainsi que les conséquences sur les patients.

Toutefois, malgré ces effets, le sujet des certificats médicaux de complaisance ne ferait pas partie de la liste des priorités des médecins. En effet, ils accorderaient peu d’importance à la problématique, la relation patient – médecin étant davantage valorisée.

Enfin, ces praticiens avouent se sentir désarmés face à une demande de certificats non médicalement justifiée. Celle-ci engendrerait un certain malaise qu’il est nécessaire d’atténuer. Pour ce faire, ce GLEM a été mis en place en tant qu’espace de dialogue permettant l’échange de conseils et de bonnes pratiques, tout en sensibilisant les différents protagonistes en la matière.

# Mise en situation

## QUESTIONS:

1. Un patient vous demande un certificat médical afin de faire annuler sans frais un voyage non remboursable à Paris. Que faites-vous?
2. Un patient se présente dans votre cabinet un jeudi. Il vous dit avoir souffert d’un état grippal du lundi au mercredi et qu’il ne s’est donc pas rendu au travail.
   1. Malgré une absence de symptômes, lui délivreriez-vous un certificat?
   2. La situation aurait-elle été différente si le patient présentait encore des symptômes lors de la consultation?
   3. Voyez-vous un autre moyen afin de remédier à cette situation?
3. Un parent vous contacte par téléphone pour vous informer de l’état de santé de son enfant de 8 ans. Il s’est absenté les deux jours précédents. Que faites-vous ?
4. Un médecin traitant reçoit un membre d'une famille qu'il connaît bien qui lui demande, à la fin de la consultation, de remplir un certificat d’aptitude sportive pour un autre membre de la famille. Du fait de la relation de confiance, le médecin complète le document. Auriez-vous fait de même?

## Réponses:

1. Expliquer le refus car il s’agit d’une demande non médicalement justifiée.
2. Non, c’est une demande antidatée.
   1. Le patient doit venir le plus vite  possible
   2. Non, il s’agit toujours d’une demande de certificat antidaté.
   3. Utilisation d’une attestation dixit
3. Rappeler qu’il est nécessaire de prévenir le plus tôt possible. Concernant l’absentéisme scolaire, l’élève ne doit pas nécessairement le justifier par un certificat médical (ceci sera plus longuement discuté ci-après). Dans ce cas, une attestation dixit est également préférable.
4. Expliquer le refus car le membre en question à qui s’adresse le certificat d’aptitude sportive n’est pas présent lors de la consultation.

# Cadre légal

## Règlement scolaire :

Toute absence d’un élève n’exige pas nécessairement un certificat médical en guise de justification*: "Le chef d’établissement peut accepter des motifs justifiant l'absence pour autant qu'ils relèvent d’un cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles liées à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève ou de transports*[[4]](#footnote-4)*".*

* A l’école primaire: il n’y a aucune limite de jours d’absence.
* A l’école secondaire: le nombre d’absences non justifiées par un certificat médical est limité de 8 à 16 demi-journées.
* *"L'indisposition ou la maladie de l'élève [est] couverte par un certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier*. [[5]](#footnote-5)" Tout autre type d'absence ne concerne pas, a priori, les médecins.

## Règlement du monde du travail :

*« Le travailleur doit avertir immédiatement son employeur de son incapacité de travail [[6]](#footnote-6)».*

L’article 31, § 2, alinéa 1er de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail stipule que *« le travailleur doit avertir immédiatement son employeur de son incapacité de travail ».* Pour ce faire, le travailleur dispose de 2 jours ouvrables à compter de l'incapacité.

## Mesures disciplinaires et légales :

### A l’égard des médecins rédigeant des certificats médicaux de complaisance:

Sanction disciplinaire rendue par l’ordre des médecins : suspension de 3 jours à 3 mois.

Sanctions pénales:

* L’article 204 du code pénal prévoit un emprisonnement de 8 jours à 2 ans en cas de faux certificats médicaux.
* L’article 205 du code pénal prévoit un emprisonnement de 1 mois à un an en cas de faux en écriture.
* L’article 214 du code pénal prévoit une amende de 26 à 2000 euros pour les deux cas susmentionnés.

### A l’égard des patients :

*L’article 207 du code pénal stipule que « celui qui aura falsifié un certificat, et celui qui se sera servi d'un certificat falsifié, faux ou fabriqué dans les circonstances énumérées aux articles 203, 204, 205 et 206, seront punis des peines portées par ces articles et selon les distinctions qu'ils établissent ».*

# « La complaisance, qu’en pensez-vous ? Où se situe votre responsabilité ? »

Comme l’illustrent les exemples mentionnés sur le Prezi, de nombreux médecins justifient leur comportement par diverses explications afin de rendre ce dernier acceptable. Certes, leurs justifications semblent compréhensibles, cependant, les praticiens en médecine générale jouent un rôle essentiel dans cette problématique. En effet, ce sont les seuls à pouvoir délivrer des certificats médicaux.

* La complaisance n’est pas sans conséquence !

# Les conséquences

## À l’égard du médecin

Accepter une demande de certificat non médicalement justifié engendre des effets non désirables à l’égard des médecins. En voici quelques-uns:

* Sanctions pénales et disciplinaires : il est possible pour les directeurs d’établissement scolaire et aux employeurs de porter plainte auprès de l’Ordre des médecins.

Détérioration de la relation médecin/patient : “*le patient qui demande au médecin de rédiger un certificat d'incapacité sans qu'il y ait d'indication médicale, abuse de la nécessaire relation de confiance médecin-patient. Le médecin qui délivre ce genre de certificat porte gravement atteinte à la valeur que doivent revêtir ces certificats médicaux pour conserver leur crédibilité dans la société*” (Communiqué de presse de Monsieur Dejemeppe, Président de l’Ordre des Médecins)

* Dès lors, une détérioration de l'image professionnelle du médecin est à supposer.

## À l’égard du patient

Utiliser des certificats médicaux dont la légitimité est suspectée peut également engendrer des conséquences non négligeables pour le patient usant de cette justification :

* En ce qui concerne les élèves, il y a un risque de chute des résultats pouvant aller jusqu’au décrochage scolaire et à la déscolarisation. Remarquons que le décrochage scolaire est un processus par lequel l’élève présente un comportement non conforme aux règles disciplinaires et obtient de mauvais résultats alors que la déscolarisation renvoie à une cessation des activités scolaires (Abernot & Loosfelt, 2012).
* Leurs emplois futurs se voient dès lors menacés : le décrochage scolaire et la déscolarisation peuvent constituer une entrave à l’apprentissage scolaire. En effet, l’école est devenue un passage obligé pour pouvoir être, par la suite, employé. Ensuite, l’école est une institution socialisatrice permettant à ceux qui la fréquentent d’acquérir des valeurs telles que la persévérance et la ténacité (Humann & Martin, 2010).
* Un autre risque est, à long terme, le mauvais rapport à l'autorité et la non-intégration des normes sociales : *« L’école est un espace d’enseignement de certains savoirs et un lieu de socialisation corporelle* [[7]](#footnote-7)*»*. En transgressant l’obligation scolaire et en justifiant faussement son absence, il est supposé qu’un absentéiste risque de transgresser d’autres obligations motrices de notre société. En effet, *« les transgressions à l’ordre (social et scolaire) révèlent un déficit d’incorporation des dispositions considérées comme indispensables pour que les élèves soient intégrés socialement* [[8]](#footnote-8)*».* Par ailleurs, les élèves régulièrement absents présenteraient dès lors un manque de maîtrise d’eux-mêmes puisque leur comportement illustre une tendance à satisfaire leurs besoins immédiats. La rédaction de certificats médicaux de complaisance risque ainsi de consolider la non-intégration des normes sociales.
* Une dernière conséquence possible renvoie aux problèmes relationnels avec les employeurs, les collègues, les professeurs... pouvant mener au licenciement. Par exemple, l’élève absentéiste prend le risque de rentrer dans un cercle vicieux : le professeur, par cette absence, perçoit un désintérêt pour son cours et la relation enseignant – élève s’altère. L’élève peut se voir assigner une étiquette renforçant les défauts qui lui sont reprochés ce qui peut engendrer la « démission[[9]](#footnote-9) » de chacun.

Concernant le monde du travail, en cas de falsification notable, la relation de confiance avec l'employeur se trouve rompue et ce, sans compter que le travailleur peut être sanctionné par un licenciement pour motif grave. Ceci engendre la rupture immédiate et définitive du contrat de travail.

# Boîte à outils

Afin de faciliter et d’encourager votre refus de rédaction d’un certificat non médicalement justifié et de ce fait, dit « de complaisance », cette boite à outils contient des appuis concrets ainsi que quelques conseils:

## Supports:

* + page web se trouvant sur le site de la SSMG
  + une affiche pouvant être placée dans votre salle d’attente

## Conseils:

* + Faire appel à des personnes de référence en cas de doute sur la nature d’une demande, sur la réaction à adopter,... Ces personnes sont référencées sur la page web. Il s’agit, par exemple, des membres des Conseils Provinciaux, des différents centres PMS,...
  + Utiliser davantage d’alternatives telles que l’attestation dixit,…
  + Faire appel à des loyautés supérieures : rappel de la loi ainsi que de la nature même du certificat médical, notamment en soulignant le fait qu’il s’agisse d’un document légal par lequel le médecin certifie un fait médical.
  + Rappeler au patient les conséquences d’une telle demande, tant en ce qui le concerne (conséquences scolaires si le patient est étudiant ou conséquences sociétales si celui-ci est employé) que ce qui touche le médecin (conséquences pénales et/ou disciplinaires si cela venait à se savoir).
  + Réorienter le patient vers les professionnels adaptés si la demande ne semble pas médicalement justifiée mais relève davantage de problèmes relationnels et sociaux.
  + Favoriser la collaboration avec les centres PMS puisqu’ils sont également soumis au secret professionnel.

# Pour plus d’information…

Veuillez consulter notre page web disponible sur[**http://www.ssmg.be/**](http://www.ssmg.be/)

**Développé par : Alexia Baron, Julien Dessers, Simon Jancloes, Julie Lambrechts, Vigdis Spee et Céline Van Der Wielen**

1. El Banna, S., Van de Vyvere, A., & Beauthier, J. P. (2013). Les certificats médicaux en accidents du travail, en droit commun et en matière sociale. *Revue médicale de Bruxelles*, *34*, 357-367. [↑](#footnote-ref-1)
2. *Loc. Cit.* [↑](#footnote-ref-2)
3. Philippart, F. (2006). *Des certificats médicaux: loi, déontologie et pratique*. Presses univ. de Louvain. [↑](#footnote-ref-3)
4. Circulaire n° 4918 du 27/06/2014 (maternel et primaire) et Circulaire n° 4946 du 06/08/2014 (secondaire) [↑](#footnote-ref-4)
5. Ibidem. [↑](#footnote-ref-5)
6. Article 8 de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle [↑](#footnote-ref-6)
7. Douat E., (2010). *Au nom de la lutte contre l’absentéisme scolaire: l’extension d’un contrôle des corps à l’épreuve des contradictions de l’institution scolaire*. La Découverte, Vol 2, n°62, pp.102 [↑](#footnote-ref-7)
8. Douat E., (2010). *Au nom de la lutte contre l’absentéisme scolaire: l’extension d’un contrôle des corps à l’épreuve des contradictions de l’institution scolaire*. La Découverte, Vol 2, n°62, pp.103 [↑](#footnote-ref-8)
9. Abernot Y. et Loosfelt R. (2012). *L’absentéisme scolaire: Approche complexe d’un phénomène multifactoriel*. Sciences-Croisées, numéro 12, pp.15 [↑](#footnote-ref-9)